

# CE QUI CLOCHE

AVEC

## LES ACCORDS DE LIBRE-ÉCHANGE

Les négociateurs des trois pays – Canada, États-Unis, Mexique – sont présentement réunis à Montréal, avec l'objectif de renégocier l'**Accord de libre-échange nord-américain** (ALENA), dont le président Trump ne veut plus, en tout cas dans sa forme actuelle. Le Réseau québécois sur l'intégration continentale s'est toujours opposé aux accords de libre-échange qui sont antidémocratiques et dommageables pour les populations et la planète. Nous nous y opposons pour d'autres raisons que celles avancées par Trump et nous proposons de revoir les accords sur d'autres bases que celles du gouvernement Trudeau. En voici quelques-unes

### 1. UNE NÉGOCIATION QUI EXCLUT LA POPULATION

La négociation se déroule derrière des portes closes où seuls les représentants des très grandes entreprises ont un impact. Non seulement sont-ils consultés, mais ils dictent aussi ce qui doit être négocié ou non.

### 2. LES PROFITS DES COMPAGNIES AU-DESSUS DE LA DÉMOCRATIE ET DU POUVOIR DES ÉTATS

Le chapitre 11 de l'ALENA permet à toute entreprise étrangère de poursuivre un État signataire qui adopte une mesure risquant de diminuer ses profits, et ce, même si cette mesure a pour but de protéger la santé publique, l'environnement ou le droit des travailleurs et des travailleuses.





### 3. UNE MENACE À L'ENVIRONNEMENT ET À L'ACCORD DE PARIS

Près de 60 % des recours contre le Canada en vertu du chapitre 11 de l'ALENA, concernent des réglementations environnementales. Au Québec, on s'entend pour dire que la lutte aux changements climatiques est un enjeu prioritaire, même le gouvernement Trudeau l'a répété sur toutes les tribunes. Pourquoi alors ce gouvernement s'entête-t-il à défendre bec et ongles le chapitre 11 de l'ALENA ? C'est inacceptable.

### 4. L'OBLIGATION DE SOUMETTRE LES SERVICES PUBLICS À LA CONCURRENCE ÉTRANGÈRE

L'ALENA prévoit aussi que les gouvernements doivent soumettre leurs appels d'offres (les marchés publics, dans le langage des accords) à la concurrence étrangère. Si les États-Unis veulent obtenir l'équivalent de ce que l'Union européenne a récemment obtenu, ça voudra dire que les municipalités et les sociétés d'État, comme Hydro-Québec, devront aussi faire de même.

### 5. UNE MENACE À LA GESTION DE L'OFFRE

Les États-Unis exigent aussi que le Canada se débarrasse sur un horizon de dix ans de la gestion de l'offre dans le domaine agricole, ce qui menace beaucoup d'emplois, particulièrement dans les régions rurales en plus de menacer notre souveraineté alimentaire.

Pour toutes ces raisons et bien d'autres, il faut refuser un accord qui représenterait une menace supplémentaire à l'environnement, qui diminuerait davantage notre souveraineté et accorderait encore plus de pouvoir aux multinationales.

**LES PEUPLES ET LA PLANÈTE AVANT LES PROFITS**

Pour plus de renseignements : [rqjc.quebec](http://rqjc.quebec)